

## LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE LA GUERRE

### Les appréciations de l'attitude des Etats-Unis quant aux prêts aux belligérants

Les opinions sont divisées quant à la politique de l'administration des Etats-Unis vis-à-vis des banquiers du pays faisant des prêts aux nations belligérantes. Le président Wilson a toujours été d'opinion que l'argent était un instrument de guerre, les pays neutres ne devaient pas en faire usage au profit d'une nation dans le conflit. Comme le disait M. Bryan, son secrétaire d'Etat, cette interdiction s'étend aux emprunts du gouvernement canadien. Elle ne s'interpose pas, cependant, au soutien d'emprunts de municipalités ou de corporations faits aux Etats-Unis.

Quelques banquiers canadiens agitant la question, soutenaient que l'interdiction présidentielle ne s'appliquerait pas aux gouvernements provinciaux canadiens. Il est évident cependant que cette interdiction englobe les provinces du Canada. Un essai tenté pour préparer la voie à une émission de bons du gouvernement provincial d'Ontario aux Etats-Unis se heurta à cette déclaration positive que le gouvernement d'Ontario, d'après la stricte interprétation des obligations de la neutralité, était un "gouvernement en état de guerre". Naturellement, les dons faits par les différentes provinces du Canada pour aider le gouvernement impérial, ont souligné le fait que les gouvernements de l'Empire Britannique sont en réalité en état de guerre.

Le point de vue du président Wilson était envisagé en 1900 par M. Oscar Strauss, précédemment secrétaire du commerce et du travail aux Etats-Unis, lorsqu'il disait dans un discours en 1908: "Tout le monde sait que l'argent avancé aux belligérants leur donne les moyens de s'assurer des instruments de guerre. L'argent est donc le plus redoutable instrument de guerre". La presse des Etats-Unis pense qu'il est pratiquement certain, par suite de l'attitude prise à Washington, qu'aucun prêt ne sera fait aux puissances européennes en guerre pas plus qu'à leurs colonies. Le journal de Wall Street exprime ainsi son opinion sur ce sujet: "Il est plutôt regrettable que l'administration de Washington ait empêché un emprunt français de \$1.000.000.000 par les banquiers New-Yorkais, ou de toute autre nation actuellement engagée dans la présente guerre. De tels emprunts sont en réalité dans la nature des opérations des marchés monétaires et il n'y a pas de raisons pour que New-York ne soit pas le marché monétaire de l'Allemagne ou de toute autre nation belligérante".

Poussant même les choses plus loin, le même journal disait plus tard: "De façon à ce qu'il n'y ait pas malentendu, quelque expert de lois internationales devrait porter à M. Bryan et même au président l'information que leur consentement n'est pas nécessaire pour consentir des prêts aux belligérants en temps de guerre. Pourquoi J. P. Morgan & Co. auraient-ils à consulter le département d'Etat pour des affaires qui leur sont personnelles? Il n'est pas déraisonnable de penser que s'ils ont agi ainsi, c'était un moyen poli de répondre "non" au gouvernement français, et ils préféreraient que ce soit le secrétaire d'Etat qui se charge d'une telle réponse. Il est difficile d'imaginer quelque autre raison qui ait pu nécessiter l'intervention de Washington. L'assertion de M. Bryan que les prêts au Canada ne sont pas possibles en ce moment est tout simplement absurde. Il n'y a pas de rupture de neutralité invoquée. Si J. P. Morgan & Co. prêtaient directement à un belligérant, transformant leur prêt non en argent, mais en \$1.000.000.000 de produits américains, ils feraient un acte patriotique.

"Quelle est la différence, en fait, et qu'est-ce qui est le plus convenable, si le gouvernement des Etats-Unis secourait les compagnies allemandes embarrassées en donnant \$30.000.000 sur les garanties de bateaux qui ne peuvent garder les mers? Il ne peut y avoir qu'une réponse. Un prêt loyal à un belligérant est fondé sur la loi internationale et la morale commune. Le secours aux compagnies de navigation est vicieux, moralement et économiquement.

"Que les belligérants emprunteront de l'argent ici si nos financiers peuvent y voir le moyen de faire un profit raisonnable sur de bonnes garanties, cela ne peut faire de doute. Ce serait pitoyable si cela devait permettre de prolonger la guerre. Si les nations pouvaient consentir à faire des prêts aux belligérants en contrebande absolue, la question prendrait un aspect absolument différent. Telle qu'elle se présente maintenant, c'est purement une question de mouvement international de crédit, dont le département d'Etat et le président lui-même devraient se mêler le moins possible."

On dit à Londres que le sénateur Lodge, des Etats-Unis, exprimait le sentiment que la politique administrative d'empêcher les prêts aux belligérants est incompatible avec la décision de payer à l'Allemagne une somme globale de \$25.000.000 pour les bateaux dont elle ne peut faire usage. Cet achat, proclame M. Lodge, contrôlerait les exportations des Etats-Unis, parce que les maisons individuelles qui pourraient par ailleurs acheter des vaisseaux en quantités, craindraient la concurrence du gouvernement.

D'un autre côté, le Statist de Londres pense que le peuple américain se rend service à lui-même, en même temps qu'à l'humanité et aux belligérants même, en étendant sa neutralité au point de refuser tout prêt à ceux engagés dans la guerre tant qu'elle durera. "Le mieux est d'en finir au plus vite", dit-il, et il ajoute: "Ce serait bien préférable pour toutes les parties engagées. En conséquence, ceux qui refuseront des approvisionnements qui pourraient servir pour les besoins de guerre, rendront un réel service même à ceux auxquels ils ne désirent pas donner appui".

Il y a aussi une consolation dans le fait que les belligérants devront se passer des prêts des Etats-Unis, c'est de penser que la Grande-Bretagne et ses alliées sont en meilleure position que l'ennemi pour faire face à la situation. Une guerre doit se soutenir jusqu'à la fin. En conséquence, elle doit être financée. La lutte de la Grande-Bretagne avec l'épée comme arme est, en principe, la lutte soutenue par le président Wilson avec la finance comme arme.

### L'AIDE DU CANADA DANS LA GUERRE ACTUELLE

Vingt-cinq mille hommes pour le combat; cent mille hommes s'il est nécessaire.

Fonds d'hôpital de \$100.000.

Farine (1.000.000 de sacs) du Dominion.

Farine (250.000 sacs) de la province d'Ontario.

Fromage (4.000.000 de livres) de la province de Québec.

Charbon (100.000 tonnes) de la Nouvelle-Ecosse.

Pommes (100.000 barils) de la Colombie-Anglaise.

Avoine (500.000 boisseaux) de l'Alberta.

Avoine (100.000 boisseaux) de l'Île du Prince-Edouard.

Fonds de secours de guerre ici au pays.

Hommes, argent et pensée pour la défense de l'Empire.

Et pendant tout ce temps la devise du Canada sera:

"Maintenir les affaires comme en temps ordinaire".